



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

273 | Janvier-Juin

Coexistence des mondes ruraux et des agricultures

Les paysanneries des Suds face à une modernisation polymorphe

Perspectives récentes en Asie du Sud-Est

Jean-Philippe Peemans



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7733>

DOI : 10.4000/com.7733

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2016

Pagination : 171-194

ISBN : 979-10-300-0065-8

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Jean-Philippe Peemans, « Les paysanneries des Suds face à une modernisation polymorphe », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 273 | Janvier-Juin, mis en ligne le 01 janvier 2019, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/com/7733> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.7733>

© Tous droits réservés

Les paysanneries des Suds face à une modernisation polymorphe

Perspectives récentes en Asie du Sud-Est

Jean-Philippe Peemans¹

Pour répondre aux défis de la croissance démographique, de l'urbanisation et du développement, les agricultures, les paysanneries et les campagnes du Sud ont été sommées de « se moderniser ». Quel sens attribuer à cette injonction ? Quelles places cette modernisation développementaliste a-t-elle accordées à l'agriculture, aux paysanneries et aux espaces ruraux mais aussi urbains ? Malgré la violence de la modernisation par le haut et à cause de ses apories, ces paysanneries ont déployé de multiples stratégies pour rester les acteurs du développement local. Quelles sont-elles ? Quels sont les rôles des acteurs populaires dans la production de ces territoires ? On essaiera finalement de situer quelques implications des réflexions proposées pour la recherche d'un développement un peu moins insoutenable que les tendances dominantes actuelles.

I - La modernisation nationale, la néo-modernisation globale et la place de l'agriculture, des paysanneries dans la construction territoriale

Entre 1945 et 1965, à cause de l'importance accordée au passage d'une société agricole à une société industrielle, les théories et les pratiques de développement ont donné une grande importance aux rapports entre espaces ruraux et urbains. Les villes et les campagnes étaient alors vues comme des

1. Centre d'études du développement, DVLPIACCHOS-UCL, Université catholique de Louvain, Place Montesquieu 1, L2.08.03, B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique, jean-philippe.peemans@uclouvain.be

espaces à adapter aux exigences de la modernisation. Cependant, le seul territoire à construire, « à développer », était celui de l'État national moderne et, dans cette perspective, la production agricole tout comme le travail paysan, jouaient un rôle central dans la consolidation de l'État et du secteur industriel (Peemans, 2010).

En fait, il y avait une violence implicite mais fondatrice, dans la pensée de la modernisation : la petite paysannerie, identifiée à un monde de misère et d'arriération, devait disparaître au terme du processus de modernisation mais, en même temps, dans la phase de transition, en fournissant un surplus agricole et une main-d'œuvre pour l'industrialisation et l'accumulation, elle était elle-même un objet et un instrument de la modernisation. Au cours de cette transition, la tâche essentielle de l'État était de construire la nation. Ainsi, dans la première phase d'industrialisation, le contrôle autoritaire de la paysannerie a-t-il été une caractéristique commune des pays du « miracle asiatique », tant au nord-est qu'au sud-est. Il ne s'est agi en rien d'une accumulation vertueuse reposant sur le respect des règles du marché mais bien d'une accumulation primitive brutale, reposant sur les méthodes les plus coercitives.

Ces politiques de « modernisation nationale » ont connu des succès variables selon les pays du Sud et selon leur inspiration, libérale ou socialiste. Au cours des années 1970, elles ont été traversées par des contradictions de plus en plus nombreuses, notamment dues aux limites internes de la formation du capital. Quelles que soient leurs performances en termes de croissance, elles ont montré une incapacité à maîtriser les changements dans les campagnes et les villes et les prédictions optimistes des modèles dualistes se sont avérées chimériques.

Après 1980, l'évolution du contexte international a eu une influence marquante sur les attendus territoriaux du développement. On est passé d'une modernisation centrée sur l'État-nation à une modernisation centrée sur le « marché global ». Ce passage a influencé la vision du rôle respectif des espaces urbains et ruraux dans le développement. En effet, la compétition globale suppose de faire émerger des « pôles de performances » capables de regrouper des entreprises et des acteurs ayant la capacité de s'insérer dans les normes changeantes de la concurrence mondiale. À partir de ce moment, les « territoires » sont considérés comme des gisements de ressources humaines et matérielles qui permettent de s'inscrire dans l'économie globale. Selon cette approche, le support territorial par excellence, c'est la « ville globale » ou à vocation globale. Le territoire urbain a pour vocation de se transformer en *global city* (Sassen, 1991). Bien que cette vision très normative de la « ville globale » compétitive ait été élaborée au Nord, elle a trouvé un relais complaisant, voire enthousiaste, parmi de nouvelles élites au Sud, surtout en Asie de l'Est et du Sud-Est et dans divers pays d'Amérique latine et du monde arabe.

Dans de nombreux pays du Sud, cette logique de territoires compétitifs a de plus en plus été étendue aux espaces ruraux : soit comme hinterland des « pôles urbains de performance », soit comme « pôles de performance » agricoles, à travers la mise en place d'une agriculture très orientée par la logique productiviste, à travers la diffusion du « modèle fermier de modernisation », mis en place dès les années 1960, en Europe à travers la Politique agricole commune, au Sud à partir de la mise en œuvre des politiques de la « Révolution verte » (Peemans, 1995).

Les paysages ruraux ont été transformés par l'apparition d'exploitations mécanisées, chimisées et exigeant le remembrement de grandes surfaces. Cela a été le cas entre autres au Brésil, au Maroc ou en Thaïlande. La plupart du temps, ces grandes exploitations sont restées des îlots au milieu d'un océan de micro-exploitations paysannes, tout en contribuant à la marginalisation de celles-ci. Les migrations campagnes-villes en ont été accélérées, avec la dilatation des zones urbaines périphériques.

Ces politiques impulsées par la néo-modernisation ont réactivé le discours sur l'arriération de la paysannerie, jugée incapable de s'adapter aux opportunités offertes par le marché. Le monde paysan devait alors disparaître comme acteur et devenir l'objet préféré des discours et pratiques centrés sur la réduction de la pauvreté. Les politiques dites de développement furent de plus en plus confinées dans cette tâche à la fois marginale par rapport aux changements en cours et magnifiée au nom de l'éthique et des responsabilités de la « communauté internationale » en train d'affirmer son hégémonie sur l'économie mondiale. Le résultat majeur de ces discours qui ont abouti au tournant des années 2000, aux PSRP (Programmes stratégiques de réduction de la pauvreté) et aux OMD (Objectifs millénaires du développement), a été de définir en termes de « pauvreté », les couches populaires, paysannerie et petits producteurs urbains (Cornwall et Brock, 2005).

Cependant, depuis le début des années 2000, dans le sillage des discours sur les OMD et de la place faite à la « lutte contre la pauvreté », une partie du discours néo-modernisateur a montré un intérêt nouveau pour une réévaluation du rôle de l'agriculture dans le développement. Cela n'a pas empêché que la crise dite des *food prices* de 2007-2008 ait surpris les institutions supranationales en charge des stratégies agricoles. Elles ont tenté tant bien que mal d'en rationaliser les causes... *a posteriori* tout en ne s'écartant en rien de l'orthodoxie néo-libérale et des principes de la néo-modernisation en vigueur depuis les années 1980. En fait, cette crise a été un symptôme de l'approfondissement de la crise structurelle du complexe agro-industriel. Les choix effectués ou annoncés en 2007-2009 se sont donc inscrits dans la stricte continuité d'un ensemble de politiques qui avaient imposé d'abord un modèle unique de modernisation agricole dans les

espaces nationaux entre 1960 et 1980, puis leur ouverture aux normes de la néo-modernisation dans les années 1980-2000.

L'événement marquant le plus important a été l'accélération des investissements agricoles à grande échelle déjà remarqués au début de la décennie et désormais réorientés en partie vers des spéculations alimentaires et foncières. Si, en 2011, un rapport de la Banque mondiale en a reconnu les risques, il n'a cependant pas hésité à affirmer que, malgré tout, les bénéfices à longue échéance en termes de croissance et de réduction de la pauvreté justifiaient le choix en faveur des grandes concessions foncières (Deininger *et al.*, 2011). Cette vague d'accaparement des terres ne peut pas être séparée de l'arsenal idéologique et politique qui renforce une vision péjorative de la paysannerie. Il est important de souligner cette dimension culturelle des stratégies anti-paysannes manifestées notamment lorsque les terres des collectivités locales sont décrétées arbitrairement « terres vacantes » par les États, comme au début de la colonisation (De Schutter, 2011).

Dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine où se déploient certaines de ces grandes concessions, celles-ci remodelent radicalement de grandes portions des campagnes et des paysages ruraux. En même temps, elles participent à une nouvelle forme de découplage entre le rural et l'urbain. Si dans les politiques de modernisation nationale, les politiques dites de *cheap food* ont rendu les villes dépendantes des importations agricoles, coupant ainsi l'accès à son marché de la petite paysannerie, dorénavant, les nouvelles grandes plantations du *land grabbing* ont pour objectif de nourrir des villes ou d'abreuver des moteurs situés hors du territoire national, sans résoudre la question de la dépendance alimentaire des villes du pays, ni celle de l'incorporation de la petite paysannerie dans une chaîne de valeur alimentaire qui puisse améliorer sa situation.

Au terme de cet examen des différentes variantes récentes des pratiques et du discours néo-modernisateurs, on doit bien constater qu'ils accélèrent la disparition de la petite paysannerie des paysages ruraux et des programmes de développement.

II - Face aux apories de la modernisation : les multiples voies d'une redécouverte de la paysannerie comme acteur du développement rural

Néanmoins à côté du paradigme de la modernisation et malgré sa force, de nouvelles pistes de réflexion et de nouvelles expériences de développement

font évoluer le regard sur le monde paysan au Sud, notamment en mettant en avant son rôle dans la production des territoires ruraux durables.

En même temps, les changements en cours montrent que le monde paysan n'a pas le caractère homogène que lui attribuaient les divers discours de la modernisation et que, à cette évolution sociale, correspond une différenciation géographique croissante des territoires ruraux. On est bien loin du « village asiatique idyllique » ou du « village africain traditionnel ». De nombreux éléments montrent que, à la recomposition du monde rural correspond l'émergence des réseaux toujours plus denses d'une économie populaire reliant les campagnes et les villes, économie articulée autour de réseaux de circulation dans lesquels la paysannerie occupe une place toujours plus visible. L'évolution du monde paysan doit donc occuper une place centrale dans toute réflexion sur l'avenir des relations entre le rural et l'urbain dans les Suds et inversement.

Un courant important de recherches a placé depuis les années 1980, la diversification productive au cœur de la stratégie des paysans qui vise à sécuriser des exploitations autonomes. Elle est basée sur la flexibilité de long terme qui vise d'abord le bien-être et la reproduction de la famille paysanne. L'accent mis sur la flexibilité signifie que l'idée paysanne du développement n'est pas centrée exclusivement sur la préservation d'un revenu minimum ou sur la recherche d'un profit maximum.

C'est dans cette perspective que se comprend la durabilité des pratiques paysannes qui concernent aussi bien les relations à la terre, la sécurité des tenures, les considérations environnementales que les relations socio-culturelles et les institutions autour desquelles la vie paysanne est bâtie. Paradoxalement, ce nouveau regard sur la paysannerie, patiemment construit à travers des milliers de recherches de terrain dans le dernier quart du xx^e siècle, a même commencé à avoir une sorte de reconnaissance officielle, dans une publication coéditée par les organisations multilatérales qui pendant ce même quart de siècle ont poussé à la mise en œuvre de politiques contredisant totalement les résultats de ces recherches. Publié en 2009 sous l'égide de la FAO, du PNUE et... de la Banque mondiale et réalisé par une équipe de quatre cents chercheurs de différentes disciplines, le rapport IAASTD a remis en cause l'orthodoxie dominante en matière de développement agricole et rural, dont la vision proposée par la Banque mondiale (McIntyre *et al.*, 2009) ! Il a reconnu l'importance des « connaissances traditionnelles et locales, basées sur les pratiques et les savoirs des communautés locales » pour mettre en œuvre des pratiques d'agriculture durable, la protection de la biodiversité. Au lieu de situer simplement l'agriculture dans une chaîne de valeur globalisée, les chercheurs lui accordent une place primordiale pour contribuer à l'amélioration

des conditions de vie générales des populations locales. Ce rapport IAASTD était en phase avec la vague contemporaine de la littérature académique sur l'agro-écologie vue comme une nouvelle révolution agricole pour assurer la durabilité. Dans la mesure où l'agro-écologie est basée sur des techniques qui ne sont pas livrées de haut en bas mais développées sur la base de connaissances des agriculteurs et d'expérimentations, elle participe de la réhabilitation des connaissances du monde paysan dans la gestion des processus de production agricole au sens large (Altieri, 2009 ; Holt-Gimenez et Altieri, 2013).

Parallèlement au déploiement du nouveau discours sur la place de la paysannerie dans le développement, depuis la fin des années 1990 émerge un nouveau mouvement international paysan, à vocation globale. Ce mouvement, la Via Campesina, qui en 2012, représentait plus de soixante organisations d'Asie, Afrique, Europe et Amérique latine se considère comme le porte-parole des petits et moyens paysans, des paysans sans terre, des femmes rurales, des jeunes ruraux, des travailleurs agricoles et des peuples indigènes. La proclamation du droit à la « souveraineté alimentaire » a été une étape marquante de la vie du mouvement Via Campesina. Il a été défini dans la « Déclaration de Nyeleni », en février 2007, comme le droit des peuples à organiser les politiques agricoles d'abord selon les besoins des communautés locales, à travers la mise en œuvre des ressources locales. Une autre étape de la vie de Via Campesina a été la proclamation de la « Charte des droits des paysans », lors de la conférence de Jakarta en 2008. Cette déclaration présente les familles paysannes ancrées dans des communautés locales et responsables de la conservation des écosystèmes locaux et de la qualité des paysages. En conséquence, ces paysans et ces communautés doivent avoir le droit de gérer les ressources en terre, en eau, notamment les systèmes d'irrigation et les forêts. Ils ne devraient plus pouvoir être évincés de leurs terres ancestrales pour des motifs économiques (Claeys, 2014). Enfin, la Déclaration demande aussi que les États respectent le monde paysan, lui reconnaissent l'originalité de ses valeurs morales et spirituelles, de ses savoirs et de ses institutions, protègent ce patrimoine culturel et organisationnel et prennent des mesures concrètes pour en empêcher la destruction.

Il y a donc une convergence manifeste quoique paradoxale entre les conceptions du monde paysan présentées par le rapport IAASTD et les déclarations du mouvement Via Campesina, alors que les unes viennent d'un mouvement militant, regroupant activistes et leaders paysans locaux, et l'autre du monde académique et scientifique. Ces nouvelles approches du développement rural, tant au niveau théorique que pratique peuvent avoir une grande pertinence pour les sociétés du Sud qui, au début du XXI^e siècle, possèdent encore une paysannerie forte et nombreuse.

Le caractère multidimensionnel des pratiques paysannes participe de la production du « territoire rural ». Ces pratiques concernent en effet l'ensemble d'un village et de son terroir : la gestion des ressources naturelles (agriculture, élevage, pêche, forêt, pâturages), l'organisation de la production, la commercialisation, l'artisanat, l'amélioration de l'adduction d'eau et de l'habitat, l'épargne et le crédit, les services (boutiques et pharmacies villageoises, moulins à céréales, maisons de santé villageoise). Mais elles concernent aussi la production du lien social à travers une combinaison d'interdépendances et d'institutions collectives (associations, groupements, tontines, pré-coopératives, mutuelles, etc.). Même si elles apparaissent faibles, mesurées du point de vue de la seule valeur d'échange statistique, ces pratiques peuvent construire un territoire intégré dans ses diverses composantes et capable de produire de la valeur d'usage à long terme.

III - La question du rapport entre la paysannerie et le rural comme territoire : le cas de l'Asie du Sud-Est

En Asie du Sud-Est, au cours du siècle dernier, l'expansion des terroirs villageois et la création de nouveaux villages montrent la spécificité du développement des pays concernés. Non seulement les campagnes se sont étendues au détriment de la forêt mais elles sont aussi plus densément habitées. Cette dimension importante des changements complexes intervenus dans les dernières décennies a souvent été obliée par la lecture dominante en termes de « révolution verte » (Dufumier, 2004).

La diversification agricole et la diversification de plus en plus grande des sources de revenus non agricoles sont les deux éléments majeurs dont la combinaison crée des conditions nouvelles pour assurer la résilience de la petite paysannerie. Dans de nombreuses régions cette diversification assure simultanément la sécurité alimentaire et la participation au marché, sans être esclave des contraintes imposées par les groupes agro-alimentaires qui contrôlent les chaînes de valeur. C'est le cas d'une partie non négligeable des paysans-colons de Thaïlande et d'Indonésie qui utilisent les superficies dont ils disposent sur les nouvelles terres pour diversifier leurs gammes de culture, associées souvent au petit élevage et parfois à des pratiques d'agro-foresterie. En effet, les systèmes d'agro-foresterie s'inscrivent naturellement dans cette logique de diversification paysanne. Depuis longtemps, l'agro-foresterie paysanne combine des espèces destinées à élargir l'éventail de la consommation locale (fruits, noix, bois de feu) et des espèces destinées à la commercialisation et l'exportation (épices, cacao, caoutchouc, coprah) (Suyanto, Tomich et Otsuka, 2001).

Plusieurs études ont mis en valeur l'intérêt de l'agro-foresterie, à travers des formes de gestion forestière qui ne s'apparentent ni à l'exploitation productiviste de la forêt, ni à la vision conservationniste. Ces modes de gestion dits de la « forêt domestique » combinent rotations agricoles et gestion productive de certaines parties des forêts qui permettent la régénération de la forêt pré-existante. Plusieurs systèmes agro-forestiers indonésiens reposent sur des règles collectives et anciennes d'accès à la forêt, combinées à des droits d'usage individuels. Ensemble, ils assurent la cohésion sociale et la solidarité intergénérationnelle (Michon, de Foresta, Kusworo et Levang, 2000). Ces études insistent sur la liaison entre reproduction soutenable de la forêt et reproduction socio-culturelle des collectivités. Ces systèmes élaborés d'agro-foresterie constituent de véritables « territoires de vie » où se combinent la gestion de la ressource forestière et la construction sociale de l'identité culturelle et des liens sociaux (Michon, De Foresta, Levang et Verdeaux, 2007).

Les systèmes agro-forestiers paysans sont d'une très grande complexité et assurent la reproduction de l'écosystème à long terme, tout en permettant une alimentation très variée, et en procurant des revenus monétaires plus ou moins importants selon les produits. L'agro-foresterie paysanne repose sur la diversité, qui assure à la fois la sécurité des familles et la reproduction de la biodiversité. Du point de vue de sa structure et de ses effets, elle contraste avec les grandes plantations de monoculture développées depuis l'ère coloniale et appuyées par les États post-coloniaux (Michon et de Foresta, 1995). Même s'il s'accompagne d'une certaine différenciation sociale, ce type de diversification économique peut cependant en limiter les effets négatifs (Suryanata, 1999).

Un autre exemple emblématique des pratiques paysannes de diversification originale est le système VAC (Vuròn-Ao-Chuong) au Vietnam, système établi depuis des générations. Il allie un jardin-verger, un étang à poissons et du bétail, y compris de la volaille. Ce système permet le recyclage des déchets organiques pour créer une agriculture biologique intégrée. Il y a une grande variété de systèmes VAC adaptés aux différents contextes géographiques vietnamiens. Ces anciennes pratiques paysannes ont été encouragées par le gouvernement. La diffusion et le développement des systèmes de VAC par le VACVINA (association des participants au système VAC) semblent avoir participé significativement à l'amélioration de la nutrition et à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales.

Si la base économique et sociale de l'écrasante majorité de la petite paysannerie reste la ferme familiale, celle-ci est indissociable du contexte villageois. Les villages constituent, à des degrés variables, des acteurs collectifs anciens, dont la situation actuelle dépend largement des stratégies

d'acteurs extérieurs, publics ou privés. À travers cette évolution se mettent en place de nouveaux types d'interdépendance entre les conditions de reproduction des familles paysannes, au sens large, et celles des collectivités villageoises. L'attachement à un lieu de vie, symbolisé par le maintien de l'enracinement terrien, reste fondamental. Selon divers observateurs, si les formes de solidarité dites traditionnelles s'affaiblissent, elles sont remplacées par de nouveaux types de liens sociaux qui recréent les conditions d'une cohésion sociale adaptée aux pressions du marché.

Le maintien des droits à la terre est une exigence fondamentale des paysans, même quand ils ont d'autres opportunités d'emploi et de revenus. Une microparcelle de terre permet, grâce à l'utilisation intensive d'intrants, d'assurer la sécurité de la subsistance de la famille restée au village, et avec cela, elle maintient un enracinement. Les conflits autour de la terre ont donc maintenant des dimensions nouvelles, au moment même où les revendications de redistribution de la terre sont revigorées à travers l'émergence de nouveaux mouvements ruraux (Aguilar, 2005). C'est le cas notamment en Indonésie et aux Philippines où de nombreuses mobilisations locales ont eu pour but l'occupation et l'invasion de terres (Franco, 2008).

On ne peut réduire la différenciation croissante entre les villages seulement au degré de participation des familles aux marchés. Elle est aussi liée aux initiatives associatives et communautaires. Des études récentes montrent qu'il y a beaucoup d'institutions communautaires, anciennes et nouvelles, toujours bien vivantes. Les communautés paysannes ont donc réinventé ou créé dans le dernier quart de siècle des milliers d'associations orientées vers l'amélioration du bien-être collectif. Ces initiatives paysannes associatives et communautaires jouent aussi un rôle très important dans le bien-être des villages. Celui-ci dépend souvent de la conservation et de l'amélioration du potentiel productif des écosystèmes locaux, créant des complémentarités et synergies entre leurs différentes composantes.

Un grand nombre d'activités exigent une organisation collective : les opérations de reboisement et de reforestation, la lutte contre l'érosion et la désertification, la production de biomasse pour l'énergie, le traitement des déchets végétaux et animaux pour la production d'engrais naturels, l'intégration entre productions végétale, animale et aquaculture, les projets d'agroforesterie communautaire, la valorisation des PFNL (produits forestiers non ligneux), les systèmes légers d'irrigation, la production de semences améliorées, l'amélioration des installations de stockage de village, etc.

Là où elle existe, la production de biogaz contribue, elle aussi, à améliorer considérablement le bien-être et la compétitivité des collectivités

paysannes, à travers le recyclage (digestion anaérobie) des déchets animaux et végétaux, permettant la production d'énergie pour les maisons mais aussi pour les pompes d'irrigation, la production d'engrais. Elle a un effet visible sur l'environnement en réduisant la consommation de bois de feu (van Nes, 2006 ; Ewing et Msangi, 2009). Ces installations fonctionnent de manière optimale à l'échelle villageoise, et dans le cadre d'une gouvernance locale dynamique. C'est ce qu'a montré l'expérience de la Chine, pionnière dans le secteur et où en 2010, plus de 27 millions de familles paysannes étaient liées à ce type de ressource énergétique. En outre l'expérience chinoise montre l'articulation entre le rôle de l'État et l'initiative locale, puisque les subsides gouvernementaux couvrent deux tiers des coûts d'installation (Asian Development Bank, 2009). Cependant, malgré leurs potentialités intéressantes, par rapport aux campagnes chinoises, ces expériences restent limitées dans les pays d'Asie du Sud-Est, sans doute parce qu'on n'y trouve pas encore le même soutien de l'État aux initiatives villageoises dans le domaine.

Un cas très intéressant de maintien et de renouvellement des pratiques paysannes collectives concerne les échanges de semences améliorées. Ces pratiques sont très anciennes, en Asie du Sud-Est, comme dans bien d'autres régions du monde. À l'intérieur des villages, les paysans échangent les semences qu'ils considèrent avoir améliorées au cours de nombreuses années de *trying and learning* sur leurs exploitations. Ces échanges se font, hors marché, sur base des liens de réciprocité coutumiers. Ils permettent à la fois de consolider les liens sociaux, d'améliorer collectivement les savoirs et le niveau de qualité et de productivité des espèces végétales concernées. Récemment, ces mises au point de nouvelles variétés se sont faites souvent à partir des semences fournies par l'agro-industrie ou bien dans les stations agronomiques publiques (Salazar *et al.*, 2007). Ces évolutions est-asiatiques s'apparentent à celles existant dans plusieurs pays d'Amérique latine où le mouvement *Campesino a Campesino* favorise l'échange d'idées et d'innovations entre les agriculteurs. Il y a été un facteur clé dans l'expansion de l'agro-écologie et il y permet de donner aux familles paysannes le contrôle de leurs propres systèmes de production, tout en améliorant la viabilité économique de l'agriculture paysanne (Rosset *et al.*, 2011).

IV - L'émergence d'une nouvelle paysannerie intégrée aux réseaux de l'économie populaire entre le rural et l'urbain

En Asie du Sud-Est, se maintient donc une paysannerie nombreuse et attachée à la terre. Cependant, elle n'a rien d'une classe homogène. Ce monde paysan est très différencié, composite et hybride, et ses dimensions rurales et

urbaines de plus en plus interconnectées. L'ancrage rural de la paysannerie reste évidemment la dimension centrale de sa place comme acteur social. Cependant, la question de sa résilience ne se réduit pas à ses initiatives en matière de diversification agricole, à cause de l'importance prise par les activités non agricoles dans la formation des revenus ruraux.

La pluriactivité des ménages ruraux est devenue une des caractéristiques de son mode de vie, avec entre 30 et 50 % du revenu du ménage provenant de sources non liées à la ferme. Par ailleurs, de plus en plus grande est la part des revenus d'origine non rurale dans la formation du revenu rural. De plus en plus de familles paysannes incorporent une source de revenu d'origine urbaine dans leur revenu global, adaptant en conséquence la quantité de travail dévolue aux activités agricoles.

Dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est, une partie importante des revenus gagnés hors des régions rurales est renvoyée au village, où elle alimente un grand nombre de dépenses concernant l'amélioration de l'habitat, l'équipement ménager, la mobilité individuelle (vélo et surtout moto), outre les dépenses à usage social (fêtes familiales, scolarité des enfants, etc.) et culturel (entretien de la pagode), témoignant du souci des migrants de rester intégrés à la vie du village. Mais surtout, une partie non négligeable de ces ressources est consacrée à l'achat de terre ou/et à l'amélioration des conditions de travail et de la production vivrière sur une parcelle très petite, incapable à elle seule de garantir une subsistance dont les normes ont souvent évolué. Même ceux qui sont établis définitivement en ville peuvent contribuer à reconstituer le patrimoine familial foncier. Dans tous les pays de la région, une grande partie des paysans sont devenus des travailleurs salariés, à temps partiel ou temps plein, dans les régions rurales ou dans les centres urbains. Une autre partie s'est transformée en micro-entrepreneurs du secteur informel, rural ou urbain. Cette « paysannerie hybride » prend sa place à côté de ce que d'aucuns ont appelé « les paysans-commerçants », notamment dans les régions montagneuses, qui combinent la diversification de la production agricole avec la commercialisation directe de ces produits sur des marchés locaux ou régionaux, dont ils tirent la plus grande partie de leur revenu (Sikor et Pham, 2005).

Les migrations rural-urbain s'inscrivent aussi dans cette réalité hybride, en lui ajoutant de nouvelles dimensions. La migration s'est accompagnée de la création de nouveaux territoires de vie et de nouveaux réseaux de sociabilité entre les émigrés et les familles restées au village. Le plus souvent les migrants des mêmes villages se retrouvent dans les mêmes quartiers urbains mais ils maintiennent des liens forts avec le village d'origine.

Dans le cas de la Thaïlande et du Vietnam, on a pu montrer combien les travailleurs migrants, même établis dans la capitale, conservent un lien fort avec leurs villages d'origine. Ils y retournent périodiquement et, après une période de travail en ville, considérée non seulement comme économiquement nécessaire mais aussi comme socialement valorisante, le nombre de retours à l'agriculture reste important. Il y a une forte revalorisation des liens avec les lieux d'origine, la remise à l'honneur de la particularité d'un héritage partagé que l'on soit à la ville ou resté au village, et une multiplication des associations dites « du lieu d'origine ».

Selon des recherches récentes sur les effets des migrations sur le développement agricole dans la province de Bac Ninh du delta de la rivière Rouge, au Vietnam, la migration intra-provinciale ou extra-provinciale n'a pas d'impact sur l'affectation des terres. Les ménages ruraux continuent à pratiquer l'agriculture et à gérer la terre malgré les changements dans l'affectation de la force de travail et les apports de revenus monétaires provenant de la migration. Les transferts des migrants n'entrent pas en concurrence avec d'autres sources de revenus provenant de l'agriculture. Plutôt que l'abandon d'activités agricoles, une combinaison nouvelle d'activités agricoles et non-agricoles semble devenir plus répandue.

Les villageois continuent à se définir comme des paysans. Si les jeunes ne donnent pas la préférence à l'agriculture comme activité principale, ils désirent s'y maintenir parce qu'elle est la base de la sécurité de la famille et celle-ci est leur sécurité. La multifonction devient la nature des migrants. Une fois qu'ils sont devenus travailleurs migrants, les paysans considèrent qu'ils ont plusieurs activités et qu'il est donc normal d'être mobile, polytopique. Les migrants ne lient pas seulement l'espace rural avec d'autres zones semi-rurales ou non rurales et urbaines, mais font le pont entre l'agriculture et d'autres secteurs².

L'importance particulière des migrations philippines a suscité de nombreuses études. Des analyses sur les changements dans la région de la Cordillère centrale dans l'île de Luzon ont montré de multiples voies de recreation de l'identité locale à travers l'élaboration de réseaux translocaux qui unissent la campagne et la ville. La dimension agricole ne disparaît pas mais elle n'est plus qu'une des activités des populations. En outre, ces analyses montrent l'importance qu'il y a de dépasser la seule dimension économique pour évaluer les changements qui ont transformé les villages tout en les maintenant en vie. Les villageois et les travailleurs néo-urbains ont réinventé

2. Nguyen Thi Minh Khue, *Effets des migrations sur le développement agricole dans le Delta de la rivière Rouge, au Vietnam*, Séminaire de l'École doctorale thématique en études du développement, 16 novembre 2015, Louvain-la-Neuve.

délibérément une nouvelle identité (*layasan* : ce qui unit dans un « intérieur incorporant l'extérieur ») qu'ils partagent consciemment et où s'articulent fortement lien social et territoire réel et virtuel. Comme le disent Mc Kay et Brady (2005), le *layasan* tisse un lien étroit entre la condition de travailleur urbain et de paysan : le village est à la ville et vice versa.

Pour comprendre l'interaction entre les mouvements de population et les dynamiques locales de développement, on ne peut donc plus se limiter à une simple arithmétique des flux humains et monétaires. Certes ceux-ci constituent la partie mesurable de réalités sociales et culturelles très complexes, que l'on peut évoquer, de manière nécessairement floue, en parlant de réseaux. Ces réseaux de l'économie populaire rurale, entre campagnes et villes, leurs composantes économiques, sociales et culturelles sont indissociables de leurs dimensions territoriales. Il y a d'une part une sorte d'appropriation « villageoise » d'une partie de la ville, une sorte de reterritorialisation villageoise en ville, et d'autre part des transferts urbain-rural servent à entretenir ou améliorer les conditions de vie au village. Le cœur de ces réseaux est constitué des groupes de travailleurs ou de micro-entrepreneurs qui circulent régulièrement entre un village et un quartier d'une ville donnés où ils séjournent, plus ou moins longuement. Dans une même région, on peut trouver plusieurs dizaines ou centaines de ces micro-réseaux, composés de membres d'une même famille étendue ou de gens reliés par des liens de voisinage ou de proximité locale. Autour de ces micro-réseaux, dans les villages des groupes plus sédentaires circulent moins et pourraient de ce fait recevoir l'étiquette de paysans mais ces groupes moins mobiles sont liés aux micro-réseaux circulants et peuvent éventuellement soit s'y insérer, soit en recevoir de l'appui en travail ou de l'aide financière. De même en ville résident des travailleurs plus sédentarisés mais qui n'en gardent pas moins de nombreux liens avec le réseau circulant, notamment du point de vue de l'habitat, et avec le village d'origine. Une part importante des urbains garde d'ailleurs le projet de retourner à terme au village, pour y vivre dans une maison rénovée et y reprendre une activité, pas nécessairement agricole.

Une grande partie des échanges villes-campagnes passent par ces réseaux entre le monde paysan et l'économie populaire urbaine et une grande partie des paysans font partie de cette nébuleuse informelle de l'économie populaire. La problématique de l'économie populaire urbaine a été surtout bien analysée dans de nombreuses études pionnières concernant les grandes villes africaines. Mais des études récentes ont mis également en valeur son importance dans les grandes villes asiatiques. Selon l'approche proposée par P. Chatterjee (2008), les logiques de réseaux et de territoires y sont interdépendantes et connectent les nouvelles réalités de l'urbain et du rural en expansion.

Selon P. Chatterjee, comme la petite paysannerie est intégrée à ce secteur informel par la multiplicité des réseaux d'échanges rurbains, elle ne doit plus être considérée comme une population isolée de la dynamique urbaine. Elle est une composante d'un système très dense de réseaux à la fois urbains et ruraux, mais dont le cœur est urbain. Le secteur informel urbain est appelé à se maintenir et même à croître dans les prochaines décennies, et à ce titre l'avenir de la petite paysannerie est assuré comme composante de ce système. Autrement dit, l'avenir de la petite paysannerie ne peut s'appréhender sans prendre en compte globalement les interconnexions entre développement rural et développement urbain. Cela relativise très fortement les prédictions de la thèse de la « désagrarisation » (Bryceson, 2000).

Ces interactions entre le rural et l'urbain sont au cœur de l'émergence des nouveaux acteurs populaires : les paysans-ouvriers, un pied à la campagne, un pied à la ville (Chaléard et Dubresson, 1989). Ces acteurs ne relèvent pas de la « paysannerie traditionnelle » et on n'assiste pas à une quelconque « repaysanisation ». Mais la prise en considération du territoire et des réseaux est une dimension essentielle pour comprendre l'originalité de la dynamique nouvelle. En fait, si on assiste à l'érosion de la paysannerie au sens classique, tout en ayant une difficile émergence de mouvements ouvriers organisés, c'est parce que l'on assiste à l'émergence d'un nouvel acteur collectif, aux contours hybrides : les paysans ouvriers-villageois urbanisés. Plutôt que de paysans ou ouvriers, on devrait donc parler de paysans-ouvriers ou encore d'acteurs populaires recomposés. Alors que les deux composantes isolées sont perçues comme en voie de disparition ou comme anémiques, leur prise en considération comme acteurs collectifs hybrides permet de les saisir comme des acteurs dynamiques.

Selon Nguyen Thi Minh Khue, après les crises de 1998 et 2008, en Asie du Sud-Est, l'évolution récente semble montrer que si les migrations hors de l'agriculture continuent, elles sont désormais considérées comme des éléments d'une stratégie dans le cycle de vie, où les activités agricoles et l'accès à la terre gardent leur place et permettent de maintenir les racines villageoises comme sécurité. La dualité fait partie de la nature de la vie des migrants, la mobilité ne doit donc plus être analysée en termes d'alternative : ou maintien de la paysannerie ou « désagrarisation ». Cette dernière n'est pas inéluctable et l'agriculture de subsistance est élastique et a survécu malgré les nombreuses prédictions antérieures de sa disparition.

Les pratiques et les revendications de ces « nouveaux acteurs » entre villes et campagnes ne correspondent pas aux paramètres des pratiques anciennes, ce que déplorent souvent ceux qui recherchent désespérément les expressions classiques des résistances paysannes ou des luttes ouvrières. Mais cela ne

signifie pas qu'il n'y ait pas revendications et luttes, sous des formes nouvelles et inattendues pour beaucoup d'observateurs. C'est le cas en Chine, mais cela est apparu aussi clairement dans la crise sociale et politique qui paralyse la Thaïlande depuis plusieurs années (Charoensin-o-Larn, 2010).

Prendre en compte la paysannerie comme acteur du développement suppose donc de considérer toute une sociabilité de réseaux, plus ou moins contextualisée dans des territoires, mais bien insérée dans une continuité temporelle historique et dans la continuité d'un espace de vie urbain et rural. La vision de l'espace des classes populaires, rurales et urbaines, n'a jamais correspondu à l'imaginaire de la modernisation, séparant la « campagne traditionnelle » de la « ville moderne ». La globalisation fait que dorénavant cette spatialité s'est transformée et que la césure fait place au continuum. Les paysans-travailleurs font la navette entre le site de la production rurale familiale, le secteur informel urbain/et/ou le travail dans les grandes exploitations agro-industrielles. Leur activité productrice est donc liée à des sites géographiques différents qu'ils mettent en relation : ils sont à la fois dans le monde urbain et rural, dans le développé et le sous-développé, et leur identité polytopique est faite d'un ensemble de références qui renvoient à ces lieux différents.

Depuis des générations, les mondes paysans et populaires urbains ont été reliés par des myriades de réseaux d'échange, la plupart du temps invisibles aux yeux des élites et des observateurs étrangers. Aujourd'hui ces réseaux se sont transnationalisés, et même globalisés, à travers les flux humains, économiques et monétaires, qui relient souvent des villages en apparence « reculés » à divers centres urbains nationaux voire étrangers. Les acteurs dominés, les paysans, les acteurs de l'économie populaire ont dû s'inscrire dans des espaces et des temps très hétérogènes. Qu'il s'agisse de communautés locales ou de communautés d'immigrés dans des villes étrangères ou dans les villes de l'occupant colonial, les pratiques populaires de construction et de reconstruction de mini-territoires se sont mises en œuvre, depuis des siècles, dans des pratiques de lutte et de résistance.

Les réalités géographiques des relations villes-campagnes sont donc beaucoup plus complexes et paradoxales que ne le laissent supposer les lectures normatives de la modernisation et de la globalisation. Cependant, cette complexité nouvelle ne supprime pas le rôle du « territoire » rural comme composante de l'identité paysanne. Elle le resitue dans un contexte plus large en ce qui concerne l'activité économique et la formation du revenu, sans lui enlever une place qui, du point de vue social et culturel, reste souvent centrale. Le territoire rural des paysans-migrants reste le lieu où peuvent s'intégrer les diverses composantes du bien-être soutenues ou enrichies par les revenus de la circulation. C'est *a fortiori* vrai pour ceux dont la vie au village reste le socle

de l'activité socio-économique et pour ceux qui jouent le rôle de « gardiens du patrimoine collectif » pour ceux qui « bougent ».

V - La place d'une « économie politique » et d'une « socio-morphologie » du développement dans la recomposition des rapports ville-campagne dans les Suds

Une approche en termes d'économie politique du développement cherche à situer les acteurs qui produisent les discours théoriques (surtout en économie), leur place dans la structure socio-économique, l'évolution de leurs stratégies et l'impact de ces stratégies sur d'autres catégories d'acteurs, assimilés eux à des « objets-cibles » des politiques de modernisation. Une approche en termes de conflits, réels ou/et potentiels, entre ces acteurs dominants ou « élites dominantes et classes dirigeantes » et ces acteurs dominés « acteurs du bas plus ou moins indociles » est au cœur d'une économie politique du développement.

Même si l'expression « socio-morphologie » manque d'élégance, elle souligne l'impact des stratégies d'acteurs sur la morphologie urbaine et rurale. Tout au long de l'histoire urbaine, on peut repérer des acteurs qui cherchent à remodeler la forme urbaine préexistante. Des coalitions d'acteurs dominants, par définition collectifs, parviennent souvent à imposer un projet de ville ou d'une partie de ville. L'impact de cette stratégie se manifeste dans une transformation de la morphologie urbaine plus ou moins forte, selon la capacité de résistance des autres acteurs ou l'ambition des acteurs dominants.

Les mégapoles du Sud ne correspondent généralement pas à la notion de « ville diffuse » telle que théorisée au Nord comme ultime étape de la « ville globale » et de l'« hypermodernité ». Les migrations campagnes-villes ont entraîné, depuis les années 1980, une gigantesque dilatation des espaces des grandes mégapoles. À première vue, ces espaces sont donc devenus encore plus chaotiques que dans les décennies précédentes, caractérisés par une expansion incontrôlée d'immenses zones de taudis, de bidonvilles, manquant des infrastructures élémentaires d'hygiène et de santé. Au-delà cependant, ces immenses conurbations articulent des espaces ruraux et des espaces urbains dans une continuité qui n'empêche pas une grande diversité. Malgré la densité d'occupation de l'espace, de nombreuses parties de la ville présentent l'image de « villages réinventés » aux caractéristiques hybrides. Ces mégapoles informes sont faites de centaines de quartiers, dont tous ont une identité, construite par leurs habitants et souvent connue d'eux seuls et qui sont les nouveaux territoires de la sociabilité populaire.

La vitalité de l'économie populaire urbaine est bien une réalité dans la plupart des villes des Suds. Il y a à prendre en considération toute une sociabilité de réseaux, plus ou moins contextualisée dans des territoires, insérés dans une continuité historique et dans la continuité d'un espace de vie urbain ou rural. Ce point a été illustré ci-dessus par des exemples tirés de l'évolution des rapports entre le rural et l'urbain en Asie du Sud-Est avec notamment le rôle de la nouvelle « paysannerie hybride » dans cette recomposition. Les stratégies des acteurs globaux ne sont donc pas les seules réalités urbaines à prendre en compte et les autres composantes de la réalité urbaine ne sont pas seulement passives. Le contexte de changement accéléré de l'Asie du Sud-Est peut une fois encore illustrer cette situation.

La démarcation y est de plus en plus nette entre ces deux types d'acteurs, avec l'expansion rapide d'une classe moyenne liée aux performances de la croissance économique gouvernée par les normes des acteurs globaux. Selon l'étude de P. Chatterjee (*op. cit.*), après deux ou trois décennies de croissance économique forte, ces acteurs ont atteint une position hégémonique. Il en résulte une intolérance croissante de ces classes moyennes urbaines à l'égard du secteur informel urbain. Un sentiment vague mais puissant semble prévaloir que la croissance rapide résoudra tous les problèmes de la pauvreté et de l'inégalité des chances, et que dès lors il ne faut plus tolérer les activités parasites du secteur informel, qui menace l'ordre public. Il y a donc non seulement une démarcation mais de plus en plus une dynamique de conflits à l'échelle nationale comme en Thaïlande, à des échelles plus locales comme en Indonésie ou aux Philippines. La composante territoriale de ces conflits, aussi bien en ville qu'à la campagne, est essentielle. Les « classes moyennes » urbaines veulent marquer leur territoire urbain et soutiennent les politiques de « nettoyage » des espaces d'économie populaire, pour les remplacer souvent par des projets qui manifestent leur volonté de « modernisation » et de « globalisation » (Peters, 2009). En outre, l'agressivité de ces classes moyennes en Asie du Sud-Est ne se borne pas à une volonté d'hégémonie sur l'espace urbain. Elle se traduit aussi par leur volonté de conquérir des « territoires » ruraux qu'elles veulent redessiner en fonction de leurs intérêts économiques, résidentiels voire récréatifs, comme les parcours de golf. Ces projets s'ajoutent aux accaparements fonciers et aux expropriations massives de millions d'hectares de terres et de forêts pour mettre en œuvre des mégaprojets de cultures industrielles ou de cultures vivrières industrialisées.

La Thaïlande des années 2000 illustre un autre type d'évolution visant à limiter par la violence les avancées réalisées par les acteurs populaires urbains et ruraux pour défendre leurs droits. Elle montre un paysage politique marqué non plus seulement par les conflits intra-élitaires autour du projet moderniste mais

aussi par l'impact de l'émergence d'acteurs populaires relativement autonomes sur ces conflits élitaires. L'évolution politique du pays a été bouleversée par l'arrivée au pouvoir, en 2001, du parti Thai Rak Thai (TRT) et de son leader, le tycoon milliardaire, Thaksin Shinawatra, décidé à mobiliser les votes des masses rurales grâce à une politique d'amélioration des infrastructures, de la santé, de l'éducation, des fournitures des services de base en région rurale (Menkhoff et Rungruxsirivorn, 2011). Cette politique a rencontré un vif succès dans le monde rural qui a ainsi été intégré au jeu politique, jusque-là monopolisé par les factions élitaires. Les élites ont réagi très négativement à cette évolution, accusant le gouvernement Thaksin, non seulement de populisme, mais de dilapidation des fonds publics pour des objectifs contraires aux exigences de la croissance et de la compétitivité de l'économie thaïe. Cela a abouti au coup d'État de 2006, renversant Thaksin, et à la crise politique permanente qui s'en est suivie. Les élites urbaines se sont mobilisées de manière de plus en plus radicale et violente pour exiger la fin des réformes entreprises par Thaksin, à travers le mouvement dit des « chemises jaunes » (Charoensin-O-Larn C., 2010). À l'inverse, le monde rural s'est mobilisé pour défendre les réformes et exiger le retour du Premier ministre déposé. Cela a mené à l'occupation, en 2010, du centre de Bangkok par leur mouvement des « chemises rouges ». Sa répression par l'armée n'a pas mis fin aux protestations. Le retour au pouvoir du clan Thaksin a replongé la Thaïlande dans un état d'instabilité permanente en 2013-2014, jusqu'à la reprise du pouvoir par l'armée, clairement déterminée à défaire le mouvement populaire (Peemans, 2013).

L'expérience thaïlandaise des années 2000 montre que les élites ancienne et nouvelle sont bien décidées à défendre leurs intérêts et leur pouvoir. Elle met en évidence la nature des conflits très violents entre les élites dirigeantes et un mouvement populaire, désormais conscientisé et organisé qui exige sa place et la reconnaissance de ses intérêts dans le système politique. Le fer de lance de ce mouvement populaire est constitué de ces nouveaux acteurs populaires hybrides, en grande partie des paysans ouvriers circulant entre les villes et les campagnes.

Ces crispations politiques comme les expropriations massives de terre ne sont qu'un aspect des nouvelles formes de violence anti-paysanne dans de nombreuses régions des Suds. Elles ne doivent cependant pas occulter les myriades de projets, d'initiatives et d'expériences qui émergent dans des contextes locaux les plus divers, et qui ébauchent les contours d'une recomposition des relations entre acteurs et territoires urbains et ruraux. Ces projets participent à l'esquisse de nouveaux « paysages hybrides » donnant leur place à de nouveaux acteurs parmi lesquels la « nouvelle paysannerie hybride ».

De nombreux obstacles se dressent néanmoins devant ce changement, au premier rang desquels la question même de la priorité donnée pratiquement partout au « modèle fermier de modernisation » intégré aux chaînes de valeur mondialisées sous le contrôle des grands groupes agro-industriels. Sous des habillages variés, la rhétorique omniprésente de la « modernisation » continue à jouer un rôle majeur pour masquer la volonté des élites globalistes dans chaque pays de renforcer leur hégémonie sur la chaîne agro-alimentaire et obscurcir les enjeux d'un développement rural durable et inclusif. Les choix faits dans la politique de développement rural au Vietnam illustrent cette réalité.

Si la plupart des analyses reconnaissent que les politiques de modernisation mises en œuvre dans les trois dernières décennies post-Do Moi ont permis des accroissements spectaculaires de la production alimentaire et des exportations agricoles, un nombre croissant d'études mettent l'accent sur les conséquences sociales et environnementales négatives de ces politiques. D'abord, la conversion des terres vers de nouvelles productions a entraîné la dépossession de centaines de milliers de petits paysans. Ensuite l'impact de la modernisation agricole forcenée est sévère sur des écosystèmes locaux de plus en plus nombreux, en termes de salinisation des terres, d'érosion des zones montagneuses, de montée des eaux, de crues et d'inondations incontrôlées (Nguyen Van Viet, 2011).

Face à ces problèmes, la stratégie des autorités vietnamiennes est de mettre en œuvre de grands travaux d'infrastructures d'irrigation et de drainage des terres, de construction de digues et de promouvoir une vaste gamme de biotechnologies pour améliorer la résistance et la productivité des espèces végétales dans des situations extrêmes de température, de salinité, de sécheresse et d'invasions de ravageurs. La réponse aux limites ou à l'impasse de la modernisation agricole est donc avant tout le discours de la modernisation écologique et sa mise en pratique par la modernisation des infrastructures et des technologies supposées à la fois protéger l'environnement et accroître la productivité. Le choix politique est donc de continuer à tout prix la modernisation accélérée des systèmes agricoles, forestiers et d'élevage.

Selon Fortier et Tran (2013), cette orientation traduit un enfermement des politiques de développement dans une sorte de « chemin de dépendance » (*path dependency*) à l'intérieur d'un modèle dominant dont les autorités ne peuvent ou ne veulent sortir, malgré ses contradictions, ses coûts et ses limites socio-environnementales de plus en plus évidentes. Ce modèle productiviste et techniciste appauvrit systématiquement les écosystèmes et menace la résilience de la société tout entière, notamment par l'affaiblissement de la diversité génétique, et en limitant la capacité humaine à répondre étant donné l'appauvrissement des savoirs liés à la gestion de la diversité. Cette incapacité

à sortir d'un paradigme qui a montré ses limites, renvoie à l'« économie politique de la modernisation ». La persistance paradigmatique du modèle de modernisation repose sur la création d'une nouvelle structure de classe : cette structure a aligné les classes moyennes et la bourgeoisie émergentes et les technocrates sur une même vision du développement et obtenu le soutien, ou du moins l'acceptation complaisante, d'autres groupes. La stratégie moderniste est ancrée dans une alliance de classe qui en fait la force politique. Ces classes sont enfermées dans le développement moderniste et l'accumulation capitaliste et leur avenir politique est lié à la continuité du modèle, ce qui rend extrêmement difficile tout changement paradigmatique ; changement pourtant nécessaire pour faire face aux contraintes environnementales et climatiques. Les choix politiques de l'État vietnamien sont orientés par ses élites urbaines avec leur insatiable consumérisme et leurs aspirations cosmopolites. Cette formation de classe ne montre aucune interrogation sur son modèle de développement, même face à cette vulnérabilité écologique. C'est elle qui paralyse tout changement des politiques d'État. Selon ces auteurs, le seul espoir est qu'à terme des politiques inspirées par les principes de l'agro-écologie et de la souveraineté alimentaire puissent finalement inspirer des changements au Vietnam en s'appuyant sur les potentialités encore très grandes de la société paysanne, en en faisant un pilier d'une agriculture durable.

Conclusion

Donc, quand on parle de « modèle paysan », le réalisme oblige à voir qu'il ne pourra s'affirmer à l'avenir que comme une des composantes des systèmes agraires, de poids variable selon sa capacité de s'imposer dans divers contextes nationaux. (Douwe van der Ploeg, 2010). On peut penser que c'est seulement dans le cadre d'un « secteur d'économie sociale associative » soutenu par l'État que l'on pourrait voir se mettre en place une agro-écologie paysanne viable. Un « secteur social de l'économie associative » peut jouer un rôle de premier plan dans la construction territoriale du développement. Des réseaux associatifs d'agro-écologie paysanne peuvent s'insérer comme une nouvelle composante des réseaux séculaires rural-urbain de l'économie populaire. La « paysannerie pure » à laquelle se réfère le mouvement *Via Campesina* ne sera certainement pas le seul acteur de l'agro-écologie du futur. Un « secteur d'économie sociale associative » offrira des opportunités de coopération entre « paysannerie pure » et « paysannerie hybride » au niveau des villages.

Si l'on accepte l'idée que les « paysanneries hybrides », avec « un pied à la campagne et un pied à la ville » (Chaléard et Dubresson, 1989), seront à l'avenir des acteurs de plus en plus visibles des relations entre le rural et

l'urbain, alors on peut dire qu'elles seront aussi les acteurs de l'émergence de nouveaux types de « paysages hybrides » mi-ruraux, mi-urbains, bien différents de la vision d'une « ville diffuse », sans visage et sans frontières. De ces nouveaux paysages hybrides émergent des circuits courts de réseaux de coopératives de consommateurs urbains articulées à des réseaux de coopératives de producteurs du secteur agro-écologique, circuits courts qui définissent les contours d'une nouvelle morphologie rurale. Elle s'inscrirait dans la mise en œuvre d'une politique agricole intégrée, donnant la priorité à l'appui d'une bonne articulation des marchés ruraux et urbains et entre les associations de petits producteurs et les associations de consommateurs urbains.

Cependant, ici aussi une approche en termes d'économie politique du développement et de conflits d'acteurs oblige à ne pas confondre ces réalités émergentes avec la réalité des rapports de force. Les « paysages hybrides » du rural et de l'urbain seront ceux de l'avenir là où s'imposeront des coalitions d'acteurs capables de les porter comme projet politique. En fait ces paysages hybrides concrétisent ces *new commons* qui dans une certaine mesure remettent en valeur les formes collectives de droits de propriété et d'usage. Basés sur une myriade d'initiatives locales, ils incluent les systèmes de mutualisation d'accès à la terre, de certification participative, de mise en coopérative, etc. (Verhaegen, 2014).

Dans cette perspective, ce n'est pas le marché qui mettra en œuvre pareil mode de développement durable. Seul l'État peut élaborer le cadre institutionnel approprié à la mise en œuvre des *new commons* articulant « paysages hybrides » et acteurs hybrides, par exemple à travers des « chartes de développement local » créant les conditions d'un partenariat efficace entre d'une part les associations rurales et urbaines porteuses de projets de développement rural-urbain et d'autre part un État décidé à soutenir et encadrer ces initiatives. L'élaboration de « chartes locales et régionales de développement durable » peut être un instrument concret de mise en œuvre des droits positifs, comme droits collectifs liés à la construction matérielle de territoires, base d'identités culturelles diverses. Dans cette optique, le développement est conçu comme une reconstruction de l'espace public et des libertés collectives qui suppose l'incorporation d'objectifs diversifiés qui ne peuvent se résumer à une comptabilité en matière de croissance.

Cependant, la prise en compte d'une approche en termes d'économie politique et de socio-morphologie amène à se garder de tout optimisme ou tout angélisme. La morphologie des territoires durables restera l'enjeu de conflits, parfois violents, entre les acteurs dominants pour qui les territoires ne sont que des espaces de mobilisation de ressources matérielles et humaines et des dominés de plus en plus indociles, pour qui les territoires sont à la fois des écosystèmes à préserver et des lieux de vie, base de l'identité, de la qualité de vie et des libertés d'une collectivité donnée.

Bibliographie

Aguilar Jr. F.V., 2005 - "Rural land struggles in Asia: overview of selected contexts". In : S. Moyo et P. Yeros (dir.), *Reclaiming the land: the resurgence of rural movements in Africa, Asia and Latin America*. Londres/New York : Zed Books, p. 209-234.

Altieri M., 2009 - "Agroecology, small farms and food sovereignty". *Monthly Review*, juillet-août, p. 102-111.

Asian Development Bank, 2009 - "Building climate resilience in the agriculture sector in Asia and the Pacific". Manille : ADB, p. 179-190.

Bryceson D.F., 1999 - "African rural labour, income diversification and livelihood approaches: A long-term development perspective". *Review of African Political Economy*, vol. 26, n° 80, p. 171-189, <http://dx.doi.org/10.1080/03056249908704377>

Chaléard J.-L. et Dubresson A., 1989 - « Un pied dedans, un pied dehors. À propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire ». In : B. Antheaume *et al.*, *Tropiques lieux et liens Florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*, Éditions de l'ORSTOM, p. 277-290.

Charoensin-O-Larn C., 2010 - "Thailand in 2009, unusual politics becomes usual", *Southeast Asian Affairs 2010*. Singapour : Institute of South East Asian Studies, p. 304-334.

Chatterjee P., 2008 - "Peasant cultures of the twenty first century". *Inter-Asia Cultural Studies*, vol. 9, n° 1, p. 116-126.

Claeys P., 2014 - « Droit à la terre et contrôle des territoires, Du rôle du droit dans les luttes agraires ». In : Silva-Castaneda L., *Au-delà de l'accaparement, Ruptures et continuités dans l'accès aux ressources naturelles*, Bruxelles : Peter Lang, p. 135-154.

Cornwall A. et Brock K., 2005 - "What do buzzwords do for development policy? A critical look at 'participation', 'empowerment' and 'poverty reduction'", *Third World Quarterly*, vol. 26, n° 7, p. 1043-1060.

Deininger K. et al., 2011 - *Rising global interest in farmland: can it yield sustainable and equitable benefits?* Washington DC : Banque mondiale, 214 p.

De Schutter O., 2011 - "The Green Rush: The Global Race for Farmland and the Rights of Land Users". *Harvard International Law Journal*, vol. 52, n° 2, p. 504-559.

Douwe van der Ploeg J., 2010 - "The peasantries of the twenty-first century: the commoditization debate revisited", *Journal of Peasant Studies*, vol. 37, n° 1, p. 1-30.

Dufumier M., 2004 - « Réformes agraires, «révolution verte», et développement économique en Asie du Sud-Est ». In : M. Dufumier, *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*, Paris : Karthala, p. 296-298.

Ewing M. et Msangi S., 2009 - "Biofuels production in developing countries: Assessing tradeoffs in welfare and food security". *Environmental Science and Policy*, vol. 12, n° 4, p. 520-528.

Fortier F. et Tran Thi Thu Trang, 2013 - "Agricultural Modernization and Climate Change in Vietnam's Post-Socialist Transition". *Development and Change*, vol. 44, n° 1, p. 81-99.

Franco J.-C., 2008 - "Making land rights accessible: social movements and political-legal innovation in the rural Philippines". *Journal of Development Studies*, vol. 44, n° 7, p. 991-1022.

Holt-Gimenez E. et Altieri M., 2013 - "Agroecology, food sovereignty, and the new green revolution", *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 37, n° 1 "Agroecology and the Transformation of Agri-Food Systems: Transdisciplinary and Participatory Perspectives", p. 90-102, <http://dx.doi.org/10.1080/10440046.2012.716388>.

McIntyre B.D. et al., 2009 - *International Assessment of Agricultural knowledge, Science and Technology for Development: Global report*. IAASTD, Washington : Island Press, 576 p.

McKay D. et Brady C., 2005 - "Practices of place-making: Globalisation and locality in the Philippines". *Asia Pacific Viewpoint*, vol. 46, n° 2, p. 89-103.

Menkhoff L. et Rungruxsirivorn O., 2011 - "Do village funds improve access to finance ? Evidence from Thailand", *World Development*, vol. 39, n° 1, p. 110-122.

Michon G. et de Foresta H., 1995 - "The Indonesian agro-forest model: Forest resource management and biodiversity conservation". In : P. Halladay et D.A. Gilmour (dir.), *Conserving biodiversity outside protected areas: The role of traditional agro-ecosystems*, Gland : International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources.

Michon G., de Foresta H., Kusworo A. et Levang H.P., 2000 - "The Damar agro-forests of Krui, Indonesia: justice for forest farmers". In : C. Zerner (dir.), *People, plants and justice: the politics of nature conservation*, New York : Columbia University Press, p. 159-203.

Michon G., de Foresta H., Levang P. et Verdeaux F., 2007 - "Domestic forests: a new paradigm for integrating local communities' forestry into tropical forest science", *Ecology and Society*, vol. 12, n° 2, p. 1, <http://www.ecologyandsociety.org/vol12/iss2/art1/>

Nguyen Van Viet, 2011 - "Climate change and agricultural production in Vietnam". In : W. Leal Filho (dir.), *Climate change management: economic, social and political elements of climate change*, Berlin/Heidelberg : Springer, p. 227-243.

Peemans J.-P., 1995 - « Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement », *Revue Tiers Monde*, vol. 36, n° 141, p. 17-41.

—, 2010 - « Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable ». *Mondes en développement*, n° 150/2, p. 23-49. DOI : 10.3917/med.150.0023

—, 2013 - « Démocratie, violences et place de l'État dans la modernisation en Asie de l'Est et du Sud-Est ». In : M. de Nanteuil et L. Munera Ruiz (dir.), *La vulnérabilité du monde. Démocraties et violences à l'heure de la globalisation*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, p. 223-238.

Peters R., 2009 - "The assault on occupancy in Surabaya: legible and illegible landscapes in a city of passage", *Development and Change*, vol. 40, n° 5, p. 903-925.

Rosset P. et al., 2011 - "Campesino-to-Campesino agroecology movement of ANAP in Cuba: social process methodology in the construction of sustainable peasant agriculture and food sovereignty". *The Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 1, p. 161-191.

Salazar R., Louwaars N. et Visser B., 2007 - "Protecting farmers' new varieties: new approaches to rights on collective innovations in plant genetic resources", *World Development*, vol. 35, n° 9, p. 1515-1528.

Saleque M.A. et al., 2008 - "Use of farmers' empirical knowledge to delineate soil fertility-management zones and improved nutrient-management for lowland rice", *Communications in Soil Science and Plant Analysis*, vol. 39, n° 1-2, p. 25-45, <http://dx.doi.org/10.1080/00103620701758915>

Sassen S., 1991 - *"The global city: New York, London, Tokyo"*. Princeton (NJ) : Princeton University Press, 480 p.

Sikor T. et Pham T., 2005 - "The dynamics of commoditization in a Vietnamese uplands village, 1980-2000". *Journal of Agrarian Change*, vol. 5, n° 3, p. 405-428.

Suryanata K., 1999 - "From home gardens to fruit gardens: resource stabilization and rural differentiation in upland Java". In : T. M. Li (dir.), *Transforming the Indonesian uplands: Marginality, power and production*. Amsterdam : Harwood Academic Publishers, p. 257-279.

Suyanto S., Tomich T.P. et Otsuka K., 2001 - "Agroforestry management in Sumatra". In : K. Otsuka et F. Place (dir.), *Land tenure and natural resource management: A comparative study of agrarian communities in Asia and Africa*. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, p. 97-143.

Van Nes W.J., 2006 - "Asia hits the gas: Biogas from anaerobic digestion rolls out across Asia", *Renewable Energy World*, janvier-février, p. 102-111.

Verhaegen E., 2014 - « Tragédie des communs et communs de la tragédie ». In : L. Silva-Castaneda, *Au-delà de l'accaparement, Ruptures et continuités dans l'accès aux ressources naturelles*, Bruxelles : Peter Lang, p. 25-56.